

## **Discours de Anet Spengler lors de la réunion du Parti Social de Bâle Campagne en faveur de l'initiative pour le libre choix de l'école**

### 1. Quels motifs d'approuver cette initiative dans une optique sociale démocratique ?

Je suis moi-même membre du comité d'initiative de l'initiative pour le libre choix de l'école, et j'y tiens beaucoup. Je suis aussi membre du parti socialiste et ses idées me sont familières depuis longtemps. J'étais d'abord étonnée puis affligée quand j'ai remarqué que précisément le PS refuse tout soutien à cette initiative, d'autant plus parce que j'ai l'impression que le but de l'initiative est éminemment social et socialiste.

Ma fille a passée sa scolarité obligatoire dans une école Rudolf Steiner. Nous nous étions décidés pour cette école parce que nous savions que notre fille serait bien dans une école qui ne connaît pas de pression dans les premières années et où les matières artisanales, artistiques et intellectuelles ont la même importance. J'avais toutefois regretté qu'elle ne puisse pas fréquenter une école publique parce que je trouve que l'Etat est obligé d'offrir une bonne école à tous les enfants. Et naturellement c'était aussi une grande charge financière quoique les écoles Steiner calculent les cotisations selon le revenu des parents. J'ai toujours pensé qu'il serait beau si les écoles Steiner étaient publiques, une possibilité parmi d'autres. Elles seraient alors ouvertes à tous et non seulement à ceux capables de payer les écologies.

Et cela est précisément la raison principale pourquoi je trouve que le PS devrait soutenir cette initiative: le choix de l'école existe déjà. Il existe tout simplement et on n'y peut rien changer, car c'est un droit de l'homme qui est aussi contenu dans la convention des droits de l'homme de l'ONU. La Suisse a également signée cette conventions et nous l'approuvons tous (d'autres partis trouvent cela moins bien...). Le libre choix de l'école est simplement un fait en Suisse. Mais tout le monde ne peut pas choisir. Le choix n'existe aujourd'hui qu'à travers le porte-monnaie. C'est un choix payant.

Je trouve très important que tout habitant de la Suisse puisse profiter de ce droit du libre choix de l'école et non seulement les grands porte-monnaies. Dans tous les autres pays de l'Europe, sauf la Grèce, cette possibilité existe d'une manière ou d'une autre, il n'y a que la Suisse qui fait exception.

Il ne s'agit pas de dévaloriser les mérites de l'école publique, au contraire: le libre choix de l'école concernerait avant tout les écoles publiques, car 95% de toutes les écoles de notre canton sont des écoles publiques. Et les 5% des écoles privée sont intégrées aux système d'éducation de l'Etat. Le choix rendrait plus varié cette offre. Pour cette raison, il est aussi totalement faux de parler d'une initiative „pour écoles privées“ (comme le font les opposants de l'initiative à Bâle Campagne): il ne s'agit précisément pas de privatiser les écoles, mais au contraire, de rendre publiques les écoles privées. Les écoles ayant été financées jusqu'alors à base privée devront être soutenues par l'Etat après l'acceptation de cette initiative. Elles perdront ainsi leur exclusivité. Support et concept resteront privés et indépendants, mais naturellement, l'Etat continuerait à les contrôler comme avant.

**Il est très important que nous voyons clairement que cette initiative veut inverser la tendance à la privatisation de services originaires publics!**

En acceptant cette initiative, nous ouvrirons enfin la porte à une variété créative et innovatrice. Et c'est la seconde raison pour laquelle cette initiative correspond aux buts du PS : le système d'éducation que nous avons à présent est ennemi aux innovations ! Je vous expliquerai tout de suite pourquoi : l'Etat nous prescrit quelle école notre enfant doit

fréquenter. Ainsi, il devrait aussi garantir que cette école offre partout la même qualité. Si l'école n'est pas partout la même, le système est injuste. **Cette volonté d'«égalité» risque d'entraver les efforts d'introduire du nouveau**, d'essayer de nouveaux concepts pédagogiques et **elle empêche aussi de trouver des solutions innovatives pour des problèmes spécifiques qui n'existent pas partout dans la même mesure**. Nous avons vécu cette situation à Arlesheim: pendant près de 20 années, notre école secondaire avait participé au projet KOSAR, dans lequel les élèves des niveaux E et P sont enseignés dans les mêmes classes. Ainsi, le moment de la sélection n'avait lieu que tardivement et peu de pression était exercée sur les enfants. Parents, professeurs et autorités étaient contents de ce modèle. Mais la direction de l'éducation cantonale a fini par interdire une continuation en argumentant qu'un pareil projet n'existe nulle part sauf chez nous. On a même interdit à la commune d'Arlesheim de continuer le projet en le finançant elle-même. Les exemples de ce genre sont nombreux, et je trouve dommage que le système d'éducation soit ennemi aux innovations. **Cela freine aussi la motivation des personnes travaillant dans ce secteur.**

Connaissez-vous les 10 thèses sur l'éducation du PS Suisse? Elles me convainquent et m'enthousiasment, sauf la dernière qui rejette l'option du libre choix de l'école. Si nous avons la volonté de réaliser les neuf autres thèses, il est essentiel de lancer des projets pilote un peu partout. Autrement, on ne pourra démontrer que tel et tel modèle fonctionne. MAIS : il n'est pas possible de faire des expériences sans libre choix de l'école. L'exigence que l'école doit partout être la même entrave la créativité. Je suis absolument convaincue que la recherche créative de nouvelles solutions serait profitable aux écoles publiques.

J'espère avoir ainsi démontré que cette initiative n'est pas dirigée contre l'école publique: je suis convaincue que l'école publique profiterait, pour les raisons que je viens d'énoncer, du libre choix. **Professeur, élèves et parents en profiteraient : tous seraient ainsi forcés à réfléchir davantage à l'école.**

Je sais qu'une pareille modification du système ne serait pas facile, mais il faut s'y mettre, c'est une nécessité. (Il y a 50 ans, on ne pouvait pas imaginer le droit de vote de la femme, et même les membres du PS étaient contre – toutefois, le temps était venu.) Il est injuste de nous reprocher que nous avons une belle idée, mais que, hélas, on n'avait pas bien réfléchi aux conséquences. D'abord, une initiative ne peut jamais mesurer toutes les conséquences. Elle n'est qu'un ajout au texte de la constitution. Une fois acceptée, son application doit être réglée par des textes juridiques et des décrets. C'est-à-dire que les détails ne pourront être réglés qu'après l'acceptation de l'initiative (cela inclut aussi des problèmes concrets comme p.ex. la manière dont on va renseigner des migrant(e)s; si on le fait bien, cela peut avoir un effet intégratif. Le sujet de l'école est très apte à éveiller l'intérêt des gens). Et je sais très bien qu'il y a une bonne équipe à Liestal qui saura écrire des lois raisonnables et bonnes pour ce domaine. La Confédération l'a partiellement déjà montré en ce qui concerne la formation professionnelle: dans ce domaine, les instituts publiques et privés peuvent également offrir des formations publiques. Cela est également possible dans le domaine de l'éducation publique. Nous n'avons pas à inventer la roue; d'autres pays ont acquis des expériences qui vont nous enseigner et inspirer.

Sortons les écoles privées du milieu exclusif et rendons-les accessibles à tous. Les écoles ayant déjà été accessibles à une plus large couche sociale (comme les écoles Steiner) pourront ainsi enfin payer des salaires convenables à leurs professeurs. Cela est également un problème auquel il faut une solution, dans l'optique socialiste.

J'ai essayé, dans cet exposé, de montrer la force innovatrice et les aspects importants – dans une optique socialiste – de cette initiative. J'espère qu'il est clair qu'elle soutient éminemment les souhaits du parti socialiste, en particulier en ce qui concerne nos objectifs pour la formation. Pourtant je sais que la plupart de vous qui êtes ici présents avez déjà formé votre opinion – probablement contre l'initiative – et que ce court discours n'y change rien. Je vous prie tout de même de ne pas claquer la porte, mais d'être ouverts envers ce sujet. Ne disons pas non en tant que parti, mais laissons libres nos membres de décider eux-mêmes. J'espère que beaucoup d'entre vous en auront le courage.